



Déclaration des élus CGT — CSE Paris du 17 septembre 2026

Monsieur le Président,

Derrière la vitrine de The Link, il y a une réalité que la Direction ne peut plus ignorer : ce sont encore les salariés qui paient le prix de la transformation.

Depuis des mois, les prestataires se mobilisent pour préparer le déménagement et garantir la continuité des activités. Ils ont accepté des restrictions de congés, des changements d'organisation et de fortes contraintes personnelles. Et aujourd'hui, quelle perspective leur offre-t-on ? L'incertitude, le risque de perdre leur emploi ou un changement de prestataire sans garantie réelle.

Ces salariés ne sont ni interchangeables, ni invisibles, ni jetables une fois le projet terminé.

Cette logique touche aussi les salariés de TotalEnergies. Certains candidatent à des dizaines d'offres sans obtenir de poste, sans accompagnement suffisant et parfois sans même comprendre les raisons du refus.

Le Job Posting devient le Parcoursup des salariés expérimentés : des candidatures à répétition, des réponses tardives ou inexistantes et, au bout du parcours, des salariés placés en transit, en mission temporaire ou sans véritable perspective.

Mais ici, nous parlons de femmes et d'hommes qui ont parfois consacré vingt ou trente ans à l'entreprise, acquis des compétences rares et contribué directement à ses résultats.

Un salarié sans poste réel, sans visibilité et sans perspective n'est pas en transition : il est exposé à un risque psychosocial majeur.

Autre contradiction inacceptable : on demande à certains salariés de transférer leurs connaissances vers des structures offshore, notamment dans le cadre de OneTech India ou du projet Odyssée, alors qu'ils peuvent légitimement craindre que cette transmission serve demain à supprimer leur propre poste.

La coopération internationale peut avoir du sens. Mais le partage des compétences ne doit jamais devenir l'outil silencieux d'une délocalisation des emplois.

La question est donc simple : **TotalEnergies développe-t-elle les compétences, ou prépare-t-elle le transfert des activités hors de France ?**

À force de parler de transformation, de mutualisation, de synergies et d'optimisation, l'humain disparaît derrière l'Excel. Le prestataire devient une variable d'ajustement. Le salarié devient un coût à réduire. La compétence devient une ligne budgétaire.

Quand l'humain disparaît derrière l'Excel, chaque salarié devient un numéro et chaque savoir-faire un coût.

Cette politique est socialement dangereuse, mais aussi industriellement risquée. Une compétence supprimée en France ne se recrée pas en quelques semaines. Elle repose sur des années d'expérience, de formation et de terrain.

En transférant progressivement les savoir-faire stratégiques, TotalEnergies risque de perdre sa capacité à décider, à contrôler, à challenger ses fournisseurs et à garantir la qualité de ses opérations.

Quelle maîtrise restera-t-il demain si nos compétences et nos capacités d'exécution sont transférées hors de France ?

La Direction doit maintenant assumer ses responsabilités.

On ne peut pas demander aux salariés de construire le siège de demain, de former les équipes qui reprendront leurs activités et, dans le même temps, les laisser sans poste, sans visibilité et sans avenir.

Les élus CGT exigent donc des garanties concrètes, écrites et opposables pour chaque salarié concerné, prestataire comme salarié de TotalEnergies : une solution d'emploi, un accompagnement réel, une transparence sur les décisions, la stratégie Rh et le maintien d'un socle solide de compétences en France.

Derrière chaque poste supprimé, chaque candidature ignorée et chaque activité transférée, il y a une personne, une famille, un bagage de compétences et un emploi en France.

Les salariés ne sont ni des coûts à déplacer, ni des numéros à supprimer.

"Ils sont venus chercher les prestataires, je n'ai rien dit, je n'étais pas prestataire.
Ils sont venus chercher les ouvriers, je n'ai rien dit, je n'étais pas ouvrier.
Ils sont venus chercher les OETAM, je n'ai rien dit, je n'étais pas OETAM.
Ils sont venus chercher les cadres, et quand mon tour est arrivé, il n'y avait plus personne pour défendre l'emploi.